

Pourquoi l'UDC séduit tant les Suisses

ÉLECTIONS Plusieurs facteurs expliquent le succès du premier parti du pays depuis vingt ans. Cette réussite devrait se confirmer le 22 octobre.

PAR **BAYRON.SCHWYN@ARCINFO.CH**



Le président de l'UDC, Marco Chiesa, lors du show lançant la campagne de l'UDC, le 26 août dernier, dans la patinoire des ZSC Lions, à Zurich.

KEYSTONE / MICHAEL BUHOLZER



→ **Le 22 octobre prochain, les électrices et électeurs de Suisses sont appelés à renouveler le Parlement fédéral. Quatre ans après la vague verte, où en est-on? Force des partis, grands thèmes de campagne, débats... Notre dossier.**

«Aujourd'hui, la devise doit être Switzerland first!» Inspirés de Donald Trump, ces mots du conseiller national zurichois Thomas Matter ont lancé la campagne de l'Union démocratique du centre (UDC) le 1er juillet dernier, à Küssnacht (SZ). Cette rhétorique apparaît comme l'un des moteurs du succès électoral du parti souverainiste, parvenu depuis vingt ans à se hisser et à se maintenir au rang de première force politique du pays, avec une très confortable avance sur ses principaux rivaux (lire l'encadré).

La stratégie Blocher

Le véritable tournant a lieu dans les années 1990. Entre 1991 et 2007, le parti a ainsi quasiment triplé sa base électorale, passant de 11,9% à 28,9% au Conseil national.

Damir Skenderovic, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, pointe principalement trois axes de changement, menés

par Christoph Blocher et son cercle rapproché, qui ont conduit à un succès pérenne: l'organisation, la ligne politique et la communication.

«Formule gagnante»

D'abord, la taille. Le leader zurichois aujourd'hui âgé de 82 ans fait d'une petite formation implantée dans certains cantons un parti national, présent partout et capable de mobiliser largement.

Ensuite, l'évolution idéologique. Le tribun, explique le spécialiste des populismes de droite, est parvenu à imprimer une ligne axée sur des thèmes nouveaux. «Jusqu'au lancement de sa première initiative fédérale en 1992, l'asile ne jouait pas un rôle important dans l'agenda politique de l'UDC. Elle a repris ce thème aux partis de la droite populiste des années 1960-1970 dont James Schwarzenbach était l'un des leaders», souligne Damir Skenderovic.

«Depuis, l'UDC utilise la 'formule gagnante' du populisme de droite, qui mêle d'un côté asile, xénophobie et nationalisme et de l'autre ultralibéralisme, lutte contre l'Etat social et les dépenses publiques. Une stratégie qui lui a permis d'élargir son électorat auprès des 'working class' mais aussi de la classe moyenne supérieure», analyse-t-il.

Agence de pub

Dernier élément, un investissement massif dans la communication. «L'UDC a été le premier parti de Suisse à se doter d'un site web professionnel et à collaborer étroitement avec une

agence de publicité qui a travaillé sur son langage, ses visuels. On se souvient des affiches avec les moutons en 2007, qui ont fait le tour de l'Europe», illustre Damir Skenderovic. Autre – conséquente – force du parti agrarien: les moyens financiers dont il dispose, reprend Damir Skenderovic. Alors que le parti évoque quelque 4,8 millions de francs pour sa campagne au niveau national cette année – deux à trois fois plus que ses principaux rivaux –, «les analyses montrent que l'UDC dépensait déjà bien plus que les autres grands partis dès les années 1990.»

Légitimé par les autres partis

Pour le professeur d'histoire contemporaine, le succès de l'UDC tient aussi à sa légitimation par les autres partis. «Il n'y a pas eu vraiment de débat en Suisse sur son intégration dans les municipalités ou les gouvernements. Cette situation

particulière est liée au mythe de la concordance, où il est d'usage d'intégrer les quatre grands partis au sein du Conseil fédéral afin d'éviter une obstruction permanente des décisions par la démocratie directe. Ailleurs en Europe, les partis de droite populiste ont été longtemps exclus et délégitimés, avec la mise en place de ce qu'on a appelé un 'cordon sanitaire'. On peut dès lors, selon Damir Skenderovic, «se poser la question du rôle des autres partis, y compris le PS, dans son avènement. Le seul moment de révolte a été l'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral en 2007, mais c'était davantage lié au personnage qu'aux idées.» «Aujourd'hui, la rhétorique de l'UDC ne provoque plus de réaction forte. Le parti n'a pas changé ses méthodes depuis les années 1990, mais son style s'est normalisé.» A tel point que les thématiques chères au parti ont fini par infuser au sein des autres formations politiques.

En mode reconquête

En 2019, l'UDC avait essuyé une perte de douze sièges (-3,8%) au Conseil national, où elle dispose de 53 sièges (25,6% des voix, loin devant les 16,8% du PS et les 15,1% du PLR). Elle compte bien les reconquérir et asseoir son hégémonie.

Rappelons que la force du parti agrarien est bien moindre au Conseil des Etats, avec six sièges (13%) sur les 46 de la chambre haute, soit un de plus qu'en 2015.

Tous les signaux sont aujourd'hui au vert pour l'UDC. C'est le seul parti gouvernemental à avoir engrangé des gains lors des élections cantonales durant cette législature, avec dix sièges supplémentaires (pour un total de 554).

Le dernier baromètre électoral de la SSR, publié la semaine dernière, confirme la tendance, avec une progression de deux points pour atteindre 27,6%. Pas suffisant toutefois, semble-t-il, pour retrouver le score record de 2015 (29,4%).

EN BREF

PSYCHOTHÉRAPIE

Les partenaires tarifaires gardent la main

Le remboursement de la psychothérapie pratiquée par des psychologues en formation postgrade doit être réglé par les partenaires tarifaires. Le Conseil des Etats ne veut pas intervenir sur cette question et a rejeté, hier, par 24 voix contre 12 une motion du National. **ATS**

MÉDICAMENTS

Des codes QR sur les boîtes

Les codes QR seront à l'avenir apposés sur tous les médicaments et notices d'emballage. Le Conseil des Etats a tacitement soutenu, hier, une motion PLR du National en ce sens. Le code QR renverrait aux informations mises à disposition par Swissmedic sous forme numérique. **ATS**

ESCARGOTS

Bientôt des animaux de rente?

Les escargots doivent être considérés comme des animaux de rente. Le National a soutenu, hier, une motion de Bruno Storni (PS/TI) visant à reconnaître l'héliciculture comme activité agricole. Le Conseil des Etats devra trancher. Ne pas considérer les escargots comme des animaux de rente empêche l'octroi de permis de construire pour leur élevage en zone agricole. **ATS**

GOTHARD

Une fissure due aux tensions de la montagne

La Confédération est désormais convaincue de la cause de la fissure qui est apparue dimanche dans le tunnel routier du Gothard, et qui a conduit à sa fermeture: il s'agit bien des «changements de tension» au sein de la roche surplombant l'ouvrage. Dans un communiqué publié mercredi, l'Office fédéral des routes (Ofrou) a ainsi exclu que l'état de la construction du tunnel puisse avoir provoqué la fissure longue de 25 mètres. Les déplacements de tension peuvent eux-mêmes s'expliquer par plusieurs facteurs: des mouvements et des travaux de construction dans la montagne ou encore des effets tectoniques, précise encore l'Ofrou dans son communiqué. Il est à ce sujet en contact avec le Service sismologique de Zurich. **ATS**

UN MÊME TRAITEMENT POUR LES HOMOSEXUELS

DON DU SANG

Les homosexuels ne seront plus discriminés en matière de don du sang. Après le National, le Conseil des Etats a franchi le pas, hier, à l'unanimité. Swissmedic avait déjà annoncé cet été le changement de pratique. La communauté scientifique s'accorde sur le principe qu'une personne qui entretient une relation durable et exclusive ne représente pas un risque accru de maladies infectieuses transmissibles par le sang, quelle que soit son orientation sexuelle. Il n'y a donc plus lieu d'imposer douze mois d'abstinence aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, comme le veut la règle depuis le 1er juillet 2017. Ils en étaient systématiquement exclus avant cette date. Parallèlement aux débats parlementaires, l'autorité de surveillance des médicaments Swissmedic a donné son feu vert fin juillet à cette revendication de l'institution spécialisée Transfusion CRS Suisse. A l'origine de cette révision, l'initiative parlementaire de l'ancien conseiller national Ulrich Giezendanner (UDC/AG) visait à garantir l'approvisionnement en sang et à inscrire la gratuité du don de sang dans la loi. **ATS**

PRIMES MALADIE

Initiative du Centre rejetée

Introduire un frein aux coûts de la santé en fonction des salaires serait trop rigide. Le Conseil des Etats a formellement rejeté l'initiative populaire du Centre «pour des primes plus basses». Le texte centriste propose d'introduire un frein aux coûts, qui devraient évoluer en fonction de l'économie et des salaires. Le contre-projet indirect est l'alternative du Conseil fédéral à cette initiative. Il propose une série de mesures plus ciblées. L'introduction d'objectifs de maîtrise des coûts pour les prestations en est le cœur. **ATS**